

## FICHE AMENDEMENT

### Proposition d'amendement à l'Article : 18 de la Partie I

Déposée par Messieurs Santer, Michel, de Vries et Di Rupo

Qualité : - Membres

---

#### Chapitre IV: La Commission

#### **Article 189 : ~~La Commission européenne~~**

1. ~~La Commission européenne sauvegarde l'intérêt général européen. Elle veille à l'application des dispositions de la Constitution ainsi que des dispositions prises par les institutions en vertu de celle-ci. Elle exerce également des fonctions de coordination, d'exécution et de gestion selon les conditions fixées par la Constitution. La Commission promeut l'intérêt général de l'Union et prend toute initiative à cette fin. Elle exerce la fonction exécutive, sauf lorsque la Constitution en dispose autrement. Elle exécute le budget, met en œuvre les lois et les actes du Conseil, gère les programmes et négocie les accords internationaux. Elle exerce également les fonctions de programmation annuelle et pluriannuelle, de coordination et de gestion selon les conditions fixées par la Constitution. Elle représente l'Union dans les relations internationales, sans préjudice des fonctions du Ministre des Affaires étrangères. Elle veille à l'application du droit de l'Union sous le contrôle de la Cour de Justice.~~
2. Sauf lorsque la Constitution en dispose autrement, un acte de l'Union ne peut être adopté que sur proposition de la Commission. Lorsque, en vertu de la présente Constitution un acte du Conseil est pris sur proposition de la Commission, le Conseil ne peut prendre un acte constituant amendement de la proposition que statuant à l'unanimité, sous réserve de l'article X de la Partie II de la Constitution [actuel 251, paragraphes 4 et 5 TCE].
2. 3. ~~La Commission est composée d'un Président et d'un maximum de quatorze autres membres. Elle peut être assistée par des Commissaires délégués. La Commission comprend un collège composé au maximum de quinze Commissaires y compris le Ministre des Affaires étrangères de l'Union. Le collège est assisté de commissaires délégués dont le nombre est équivalent au nombre de commissaires. Les décisions de la Commission sont acquises à la majorité du nombre des membres du collège. Les commissaires délégués~~

participent aux délibérations du collège sans droit de vote.

A l'exception du Ministre des Affaires étrangères de l'Union, les membres de la Commission sont désignés par le Président de la Commission d'un commun accord avec chaque Etat membre qui peut lui soumettre des propositions. Ils sont choisis en raison de leur compétence générale et offrent toute garantie d'indépendance.

Le Président et les personnalités désignées pour être membres de la Commission sont collectivement soumis à un vote d'approbation du Parlement européen. Après cette approbation, ils sont nommés par le Conseil.

4. La Commission doit comprendre un national de chaque Etat membre soit en tant que membre du collège des commissaires, soit en tant que commissaire délégué, sur la base d'une rotation égalitaire dont les modalités sont arrêtées par le Conseil statuant à l'unanimité. La Commission ne peut pas comprendre plus d'un national par Etat membre.

Les Etats membres sont traités sur un strict pied d'égalité en ce qui concerne la détermination de l'ordre de passage de leurs nationaux comme membres du collège des commissaires ou comme commissaires délégués.

Sans préjudice du principe de rotation égalitaire, chacun des collèges des commissaires successifs est constitué de manière à refléter les équilibres politiques et géographiques européens et la diversité de tous les Etats membres.

45. La Commission exerce ses responsabilités en pleine toute indépendance. Dans l'accomplissement de leurs devoirs, les membres de la Commission ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucun organisme. Chaque Etat membre s'engage à respecter l'indépendance de la Commission et à ne pas chercher à influencer les membres de la Commission dans l'exécution de leur tâche.

6. La Commission est responsable devant le Parlement européen. Celui-ci peut adopter une motion de censure de la Commission selon les modalités figurant à l'article X de la Constitution. Si une telle motion est adoptée, les membres de la Commission doivent abandonner collectivement leurs fonctions. Ils continuent à expédier les affaires courantes jusqu'à la nomination de leurs successeurs. L'adoption de la motion de censure par le

Parlement européen entraîne la dissolution de celui-ci et la tenue d'élections dans un délai de trois mois, sauf si le Conseil européen, statuant à la majorité qualifiée, en dispose autrement.

7. Le Président de la Commission peut à tout moment poser la question de confiance au Parlement européen. Si la majorité des membres du Parlement européen n'exprime pas sa confiance, la Commission doit collectivement démissionner.